

L'obligation pour les journaux d'indiquer leurs participations

Alfred Haas

Lic. iur., secrétaire général de l'Association de la presse suisse romande, Pully

L'art. 322 du code pénal, adopté par les Chambres fédérales le 10 octobre 1997 en même temps que les nouvelles dispositions sur la responsabilité des médias et le secret rédactionnel, a fait peau neuve. L'ancienne version, appliquée depuis 1942, faisait obligation à tout imprimé ne servant pas exclusivement aux besoins du trafic, à ceux du commerce et de l'industrie ou à ceux de la vie de famille ou de la société, d'indiquer le nom de l'éditeur, de l'imprimeur et le lieu d'impression (ch. 1). En outre, tout journal ou périodique devait indiquer le nom du rédacteur responsable (ch. 2).

Le nouvel art. 322, qui entre en vigueur le 1er avril 1998, dispense les imprimés non périodiques de la règle des indications obligatoires sur chaque exemplaire. A l'heure des ordinateurs personnels et de la multiplication du nombre des imprimeurs qui en découle, cette règle n'avait effectivement plus de sens (FF 1996 IV 574). En revanche, les indications obligatoires sont maintenues pour la presse périodique. D'autre part, celle-ci, de même que les entreprises de presse non périodiques et les médias électroniques, seront soumis à une obligation de renseigner toute personne qui souhaite connaître l'adresse du siège de l'entreprise et l'identité du responsable de la publication au sens de l'art. 27 CP. La réponse devra être donnée immédiatement et par écrit (art. 322 al. 1 er).

Une révision en catimini

Quelles devront être les indications imprimées par les journaux et les périodiques dans chaque édition? C'est là que les choses se gâtent. Le Conseil fédéral prévoyait que l'on donnerait l'adresse du siège de l'entreprise de médias et le nom du

rédacteur responsable. C'est tout. Le Conseil national a ajouté l'obligation d'indiquer également «les participations importantes dans d'autres entreprises» (art. 322 al. 2, 1^{ère} phrase). La chose, au plénum, n'a pas suscité le moindre débat, et les observateurs n'y ont vu que du feu (BO CN 1997, p. 412).

C'est à l'abri des regards, au sein de la commission des affaires juridiques du Conseil national, que la discussion a eu lieu. C'est là que la radicale appenzelloise Dorle Vallender a proposé d'introduire cette nouveauté, recueillant une approbation quasi générale. Avec d'autres commissaires, elle a dit son inquiétude devant les grandes manoeuvres dans la presse (alliances éditoriales, participations dans les entreprises d'édition ou d'impression, pôles d'annonces, coopérations techniques, mais aussi rachats d'entreprises sans rapport avec les médias). Sans hésiter, la commission a approuvé cette disposition sensée assurer l'information des lecteurs sur les liens économiques de l'entreprise et inciter celle-ci à s'abstenir de tout article de complaisance. Les réticences de l'Office fédéral de la justice, estimant que cette disposition n'a pas sa place dans le code pénal, et qu'en l'absence d'une loi sur la presse en Suisse, mieux vaudrait y renoncer, n'ont pas été entendues.

Des termes imprécis

Qu'est-ce qu'une «participation importante»? Il s'agit des participations actives de l'entreprise éditant le journal ou le périodique. Au départ, Dorle Vallender pensait à des participations égales ou supérieures à 50%. Mais quid si l'entreprise détient «seulement» 49,5%? En commission, on a dit qu'il serait judicieux de s'inspirer de la Lex Friedrich et de fixer le

Zusammenfassung:
Vom 1. April an werden die periodisch erscheinenden Zeitungen und Zeitschriften im Impressum jeder Ausgabe ihre Beteiligungen an anderen Unternehmungen angeben müssen. Das sieht der neue Art. 322 Abs. 2 StGB vor, der letzten Oktober von den eidgenössischen Räten angenommen worden ist. Ohne wirklich wahrgenommen worden zu sein, hat sich diese Neuerung auf Vorschlag der nationalrätlichen Rechtskommission in das Medienstrafrecht eingeschlichen. Dort aber ist ihr Platz nicht gerechtfertigt, da sie die audiovisuellen Medien bevorzugt. Auch wird mit dieser neuen Bestimmung das angestrebte Ziel der Transparenz nicht verwirklicht, weil die passiven Beteiligungen nicht offengelegt werden müssen.

Résumé: *Dès le 1er avril, les journaux et périodiques devront indiquer, dans chaque numéro, à côté de leur adresse et du nom du rédacteur responsable, leurs participations importantes dans d'autres entreprises. C'est ce que prévoit l'art. 322 al. 2 du code pénal adopté par les Chambres fédérales en octobre dernier. Cette innovation s'est insinuée dans le nouveau droit pénal des médias sans que personne n'y prenne garde, sur proposition de la commission des affaires juridiques du Conseil national. En fait, elle n'a pas sa place dans le code pénal, et établit une différence avec les médias audiovisuels que rien ne justifie. Elle n'atteint pas non plus son but, puisqu'elle ne réalise pas la transparence sur les participations les plus problématiques pour l'indépendance de la presse, soit les participations passives.*

seuil de la participation à 33% et plus. La loi ne mentionne pas ce chiffre, mais on peut considérer que c'est lui qui fera foi.

Probablement parce que la SA est la forme juridique la plus courante des entreprises de presse, la Commission a évoqué l'art. 663 ch. 7 (indication dans l'annexe au bilan de toute participation essentielle à l'appréciation de l'état du patrimoine). Par contre, il n'a pas été question de l'art. 665 a CO, qui prévoit que la SA indiquera ses participations d'au moins 20% détenues à titre de placements durables et permettant d'exercer une influence durable.

On a oublié les participations passives

Qu'entend-on par «autres entreprises»? S'agit-il d'entreprises de médias de même genre? De n'importe quels médias? De toutes les entreprises (industrielles, commerciales ou de services)?

Les discussions en commission donnent à penser qu'on visait toutes les entreprises sans exception. Mais on peut se demander si, raisonnablement, et vu la ratio legis, on doit y inclure les micro-entreprises, et si le pluriel qui a été utilisé ne signifie pas que l'obligation intervient seulement s'il existe des liens multiples. La question de la proportionnalité d'une telle règle se pose. Car en pratique, l'entreprise de presse ne s'engage pas ou s'engage peu dans les domaines industriels (production d'imprimés exceptés) ou des services (réseaux informatiques ou organisations de distribution exceptés).

L'information objective du lecteur est-elle réellement menacée de partialité si un éditeur de journal détient 80% d'une imprimerie ou 40% d'une société de software?

En outre, en abaissant, pour les médias, les seuils valables pour l'annonce des projets de concentration, la loi sur les cartels offre un instrument allant à l'encontre des concentrations intempestives. Mais si c'est vraiment la transparence que l'on veut, pourquoi avoir purement et simplement omis les participations passives? Ne serait-il pas plus utile de savoir quel groupe, société industriel-

le ou de services est propriétaire d'une entreprise de médias? Car là se situe le danger potentiel pour le lecteur et le journaliste. La tentation de contrôle, éventuellement d'orienter l'information est plus forte chez les non professionnels de la communication qui apprécient différemment les règles de déontologie (droits et devoirs des journalistes ou charte rédactionnelle) en vigueur dans la presse. L'art. 322 al. 2 ne dit rien de la localisation géographique des « autres entreprises ». Franchement, quel est l'intérêt du lecteur d'Eclépens pour les participations lusitaniennes de l'entreprise de médias dont il lit un des titres? Ces indications doivent donc se limiter à l'aire géographique de distribution principale (objectivement définissable par les données statistiques de distribution).

Un règlement de comptes

Les effets de cette disposition sont insatisfaisants parce qu'inutiles et discriminatoires. Inutiles parce que la très grande majorité, sinon la totalité des entreprises de presse écrite concernées sont des SA soumises aux contraintes du droit de la SA et de la loi sur les cartels. En outre, le nouveau texte ne concerne que les participations actives de l'entreprise de médias et omet totalement les participations passives, plus délicates.

Ces mesures sont discriminatoires: à peine l'art. 322 CP réalise-t-il l'égalité de traitement entre les médias écrits et audiovisuels que le législateur introduit une nouvelle règle à charge des seuls médias écrits. Si les participations font craindre à certains parlementaires une information peu objective, pourquoi ne pas informer également l'auditeur ou le téléspectateur des participations de ces médias? Indépendamment de la source, les destinataires d'informations - lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs - doivent être traités de la même manière.

Comment ne pas voir dans ce texte un règlement de comptes? La raison d'être de l'art. 322, depuis toujours, est de faciliter la répression pénale. Or, soudain, on y inscrit une règle, bâclée de surcroît, qui n'a aucun rapport avec la poursuite des abus. Est-ce là ce qu'on peut appeler du bon travail de législateur? ■

Vielfalt und Qualität des Filmangebots

Marc Wehrlin

Fürsprecher, Leiter der Sektion Film im Bundesamt für Kultur, Bern

Als der Bund seine Verantwortung für die Filmkultur erkannte, setzte er diese Erkenntnis nicht allein in Förderungsmassnahmen um. Mit Vorschriften griff der Verfassungsgeber (Art. 27 ter BV) und der Gesetzgeber (Bundesgesetz vom 28. September 1962 über das Filmwesen, FiG) in die Struktur des Verleihs und Kinos ein. Die Filmeinfuhr und die Eröffnung und Umwandlung der Kinobetriebe wurde der Bewilligungspflicht unterstellt. Für den Verleih war der Bund zuständig. Hier war das wichtigste Instrument die Erteilung von Einfuhrkontingenten für die Neueinfuhr von Spielfilmen. Die Kinos stellten Verfassung und Gesetz unter die Kompetenz der kantonalen Behörden.

Ziele der staatlichen Lenkung

Leitfaden oder Zielsetzung der staatlichen Lenkungsmassnahmen sollten die «allgemeinen kultur- und staatspolitischen Interessen» (so Art. 15, 18 und 19 FiG) sein. Was darunter zu verstehen ist, wurde allerdings nirgends näher ausgeführt. Filmeinfuhr und Filmverleih sollten «unter dem Gesichtspunkt der Wahrung der Selbständigkeit des schweizerischen Filmwesens gegenüber dem Ausland» (Art. 9 Abs. 1 FiG) geregelt werden. (Neue) Kontingente sollten «in betriebswirtschaftlich genügendem Umfang» denen zuzuteilen sein, «deren persönliche Verhältnisse einen kulturell und wirtschaftlich gesunden und vom Ausland unabhängigen Verleihbetrieb gewährleisten» (Art. 12 Abs. 4 FiG). Mit den Kontingenten wurde nicht Geschmackszensur gemacht - jeder Film konnte seinen Weg in die Schweiz finden - aber der Verleihmarkt vielfältig gehalten. Keiner konnte über das Kontingent, das ihm zugeteilt war, hinaus wachsen.

Und es war darauf zu achten, dass weder auf Verleih-, noch auf Kinostufe «Monopole entstehen, die den öffentlichen In-

teressen zuwiderlaufen» (Art. 12 Abs. 3 und Art. 18 Abs. 3 FiG). Garniert wurde alles mit Vorschriften über das Verhalten auf dem Markt - wie zum Beispiel das Verbot des «Blind- und Blockbuchens» (Art. 15 und 19 FiG).

Ziel des Artikels ist keine eingehende Analyse des früheren oder bestehenden Filmrechts in den Bereichen Verleih und Kino, sondern ein Beschrieb der gesetzgeberischen Fingerübungen, die wir im Hinblick auf die Totalrevision des Filmgesetzes unternommen haben. Ich will nur kurz darlegen, was aus meiner Sicht das Filmgesetz gebracht hat und wo die hauptsächlichsten Probleme liegen.

Ich denke, dass folgende Hypothesen des Gesetzgebers richtig waren:

- dass es der Filmkultur besser geht, wenn der Filmmarkt nicht ganz den Marktgesetzen überlassen ist,
- dass eine vielfältige Verleih- und Kinostruktur tendenziell ein vielfältiges Filmangebot fördert,
- dass eine relative Selbständigkeit dem Ausland gegenüber die Qualität des Filmangebotes positiv beeinflusst (eine qualitativ hochstehende Programmation braucht Kenntnisse und Kontakt zum lokalen Markt).

Hauptsächlichste Probleme

Folgendes sind die wesentlichen Probleme:

- Der Druck, der von der Globalisierung der Wirtschaft und den Liberalisierungstendenzen der internationalen Organisationen oder Staatsverträge wie OECD, WTO oder - neu in Verhandlung - AMI («Accord Multilatéral sur l'Investissement») ausgeht, lässt kaum Spielraum, die Selbständigkeit dem Ausland gegenüber zu stützen.

Résumé: *L'ébauche du projet de loi fédérale sur les aspects culturels et économiques du cinéma part d'une idée déjà discutée en 1982 par la Commission Kopp «pour une conception globale des médias». Peut-on ne pas créer des instruments de politique culturelle qui prennent pour modèle le droit de la concurrence, lorsque la pluralité et la qualité de l'offre de films dépend dans une large mesure des possibilités d'accéder et de se maintenir sur le marché? L'ébauche de projet énonce comme but des mesures juridiques la pluralité et la qualité de l'offre de films ainsi que leur accès aux médias suisses. La possibilité de faire respecter la loi peut être offerte par la procédure de recours en matière de droit administratif avec enquête préalable, enquête et publication des résultats de l'enquête. L'enquête et l'enquête préalable pourraient être menées par le secrétariat de la Commission de la concurrence. La procédure conduisant à prendre des mesures serait en revanche du ressort de l'Office fédéral de la culture.*

Zusammenfassung:
Der Rohentwurf zu einem Bundesgesetz über Filmkultur und Filmwirtschaft geht von einem Gedanken aus, der bereits 1982 in der «Mediengesamt-Konzeption» der Kopp-Kommission diskutiert wurde. Wenn die Vielfalt und die Qualität des Filmangebotes in einem erheblichen Umfang von den Möglichkeiten des Marktzugangs und Marktverbleibens abhängen, lässt sich nicht ein kulturpolitisches Instrumentarium schaffen, das sich das Wettbewerbsrecht zum Vorbild nimmt? Der Rohentwurf nennt als Ziel der rechtlichen Massnahmen die Vielfalt und Qualität des Filmangebots sowie den Marktzugang der Filme zu den schweizerischen Medien. Als Durchsetzungsmöglichkeit bietet sich das verwaltungsrechtliche Verfahren mit Vorabklärung, Untersuchung, Bekanntgabe des Untersuchungsergebnisses an. Vorabklärung und Untersuchung könnten durch das Sekretariat der Wettbewerbskommission geführt werden, das Massnahmeverfahren hingegen durch das Bundesamt für Kultur.

- Auf den 1. Januar 1993 wurde die Einfuhrbewilligung und Kontingentierung abgeschafft und durch eine Verleihbewilligung ersetzt. Diese erlaubt keine wirksame Unterstützung einer vielfältigen Struktur.
- Auf Kinostufe werden die Bewilligungskriterien von Kanton zu Kanton unterschiedlich gehandhabt. (Ehrlich gesagt: sie sind auch sehr schwierig zu handhaben.) Das Bewilligungsverfahren fasst immer nur einen Marktspieler ins Visier, nämlich den Gesuchsteller. Schädliche Marktballungen ergeben sich aber oft aus einem Zusammenspiel Mehrerer - und über die Zuständigkeitsgrenzen eines Kantons hinaus.
- Filme ausserhalb des «mainstream» haben Marktzugangsprobleme. Viele gute Filme - Schweizer Filme und andere - würden wesentlich bessere Zuschauerzahlen machen, wenn sie im Marktzugang und -verbleib nicht behindert würden.
- Der Filmmarkt hat grosse und immer stärkere Tendenzen zur Oligopolbildung. Wenn sich der Virus der Megaplexe auf der grünen Wiese, d.h. das Kino im Duzend, in der Schweiz verbreitet (und warum sollte er nicht?), dann ist dies für die Kinovielfalt eine zusätzliche Gefahr.

In einem Satz zusammengefasst: Das Filmrecht gibt auf die richtigen Fragen ungenügende Antworten. Nun ist allerdings sehr fraglich, ob es überhaupt aus juristischer Sicht befriedigende Antworten geben kann. Selbst wenn man politisch nicht dem heute weit verbreiteten Manchesterdarwinismus huldigt. Finden wir ein taugliches, staatsvertragskonformes und politisch vertretbares Instrumentarium, das das bewirkt, was wir beabsichtigen?

Wettbewerb auf dem Kulturmarkt Film?

Um der Experten- und Expertinnenkommission, die in Kürze ihre Tätigkeit aufnehmen soll, Rohmaterial zum Verarbeiten zu bieten, habe ich einen Rohentwurf zu einem Bundesgesetz über Filmkultur und Filmwirtschaft verfasst, das einen Gedanken weiterspinnt, der bereits 1982 in der «Mediengesamt-Kon-

zeption» der Kopp-Kommission diskutiert wurde. Wenn die Vielfalt und die Qualität des Filmangebotes in einem erheblichen Umfang von den Möglichkeiten des Marktzugangs und Marktverbleibens abhängen, lässt sich nicht ein kulturpolitisches Instrumentarium schaffen, das sich das Wettbewerbsrecht zum Vorbild nimmt? Anders gesagt: Wenn das «Bundesgesetz über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen» (Kartellgesetz, KG) «volkswirtschaftlich oder sozial schädliche Auswirkungen» (Art. 1 KG) im Visier hat, müsste das «Bundesgesetz über Filmkultur und Filmwirtschaft» die Oligopolbildungen und Marktzugangsschranken angehen, die kulturpolitisch schädliche Wirkungen haben, nämlich Vielfalt und Qualität des Filmangebotes schmälern.

Wettbewerb auf dem Kulturmarkt Film ist somit nicht genau dasselbe wie Wettbewerb auf dem übrigen Markt. Und doch geht es beide Male um die Erfolgschancen der kleineren Marktteilnehmer/innen.

Der Rohentwurf versucht diese Nachbildung wie folgt, wobei ich mich bei den Ausführungen auf die Punkte beschränke, die für den Bereich «kulturpolitisches Wettbewerbsrecht» bedeutend sind: Der Rohentwurf nennt als Ziel der rechtlichen Massnahmen die Vielfalt und Qualität des Filmangebots sowie den Marktzugang der Filme zu den schweizerischen Medien. «Vielfalt und Qualität des Filmangebotes» sind Begriffe aus dem neuen Filmartikel in der totalrevidierten Bundesverfassung, der wesentlich schlanker und flexibler ist. Art. 77 Abs. 2 lautet in der Fassung, wie er den Räten vorgelegt wird: «(Der Bund) kann Vorschriften erlassen zur Förderung der Vielfalt und Qualität des Filmangebotes.» Im Gegensatz zur heute noch geltenden Verfassungsbestimmung, die die Filmeinfuhr und die Bewilligungspflicht als Anknüpfungspunkte staatlichen Handelns nennt und die Kompetenz fix zwischen Bund und Kantonen verteilt, lässt der neue Verfassungsartikel somit im «wie» freie Hand.

Das Kartellgesetz verbietet «unzulässige Wettbewerbsbeschränkungen» (Art. 5 ff. KG). Es regelt «Unternehmenszusammenschlüsse» (Art. 9 ff. KG). Es kennt zi-

rechtliche (Art. 12 ff. KG) und verwaltungsrechtliche Verfahren (Art. 18 ff. KG).

Drei dieser vier Themen scheinen mir auf die filmkulturelle Wirtschaftsproblematik übertragbar. Schon heute wollte das Filmrecht «unzulässige Wettbewerbsbeschränkungen» untersagen, im erwähnten Verbot des Blockbuchens («Du nimmst alle Filme, sonst kriegst Du keinen»), der Vorspielrechte und Nachspielsperren, der Fixierung von Spieldaten über neun Monate im voraus usw. usf. (alles in Artikel 37 der Filmverordnung vom 24. Juni 1992, FiV). Was dem Verbot fehlte, waren Durchsetzungsmöglichkeiten; der angedrohte Bewilligungsentzug würde kaum vor dem Verhältnismässigkeitsprinzip standhalten.

«Unternehmenszusammenschlüsse» greifen das Thema der Oligopole auf. Bei einem Gesamtmarktvolumen von rund 200 Millionen Schweizer Franken pro Jahr sind allerdings andere Grenzen und Kriterien als im Kartellgesetz (Art. 9 KG) festzulegen.

Als Durchsetzungsmöglichkeit bietet sich das verwaltungsrechtliche Verfahren mit Vorabklärung, Untersuchung, Bekanntgabe des Untersuchungsergebnisses und anschliessender (genehmigungspflichtiger) einvernehmlicher Einigung der Marktmitnehmer/innen oder verfügten Massnahmen (z.B. Auflösung von Verflechtungen) an. Ich könnte mir vorstellen, dass Vorabklärung und Untersuchung durch das Sekretariat der Wettbewerbskommission geführt würden, das Massnahmeverfahren hingegen durch das Bundesamt für Kultur. Ähnliche Arbeitsteilungen mit der Wettbewerbskommission gibt es im Bereich der Preisüberwachung und des Fernmelderechtes.

Mit diesem Lösungsansatz behaupte ich nicht, die Suche nach dem tauglichen Instrument für Strukturvorschriften für Filmkultur und Filmwirtschaft bereits erfolgreich beendet zu haben. Aber ich halte den eingeschlagenen Weg für genügend interessant, um ihn von der Experten- und Expertinnenkommission genauestes prüfen zu lassen. ■

D'AUTRE PART

UND AUSSERDEM

Berner Medienförderungs-gesetz

Am 17. Dezember 1997 hat der Regierungsrat des Kantons Bern den Entwurf eines Medienförderungs-gesetzes zuhanden des Kantonsparlaments verabschiedet. Damit wird der Auftrag in der Kantonsverfassung erfüllt, «die Unabhängigkeit und Vielfalt der Informationen» zu unterstützen. In 14 Artikel werden die Zielsetzungen der kantonalen Medienförderung und die Kriterien für eine Unterstützung umschrieben. Ein einzelnes Medienunternehmen kann weder aus der Verfassungsbestimmung noch aus dem Medienförderungs-gesetz einen Rechtsanspruch auf Förderung ableiten. Gefördert werden soll vielmehr das Informationsangebot im Kanton.

Die Medienförderung soll auf drei Ebenen laufen: Fördermassnahmen im ideellen Bereich, Unterstützungsmassnahmen in der Form von Beiträgen an Medienprodukte sowie Förderung und Unterstützung von Aus- und Weiterbildung von Medienschaffenden. Angesichts der finanziellen Situation des Kantons soll in einer ersten Phase das Schwergewicht auf der ideellen Medienförderung liegen. Dabei setzen sich die kantonalen Behörden für günstigere Rahmenbedingungen im Medienbereich ein. Bereits in dieser Phase soll der Regierungsrat ein beratendes Fachorgan in Medienfragen erhalten (vorgesehen ist eine maximal neunköpfige Medienkommission). ■

Le Conseil fédéral se convertit à la transparence

Le 15 décembre 1997, le Conseil fédéral a accepté trois motions qui toutes demandent l'introduction du principe de la transparence dans l'administration fédérale, à l'instar de ce qui existe dans le canton de Berne ou dans les pays nordiques. Le revirement est spectaculaire. Jusqu'ici, le Conseil fédéral avait combattu avec succès toutes les demandes parlementaires qui allaient dans ce sens. En 1996 encore, il décidait de renoncer à inscrire ce principe dans son projet de nouvelle Constitution fédérale. A ceux qui le pressaient, Arnold Koller répondait qu'il fallait attendre les expériences faites par le canton de Berne. Les multiples indiscretions qui se sont produites en 1996 et au début de l'an dernier ont suscité une nouvelle vague de motions: celles du Bernois Vollmer (soc.) et du Zougnois Hess (pdc.); mais surtout celle de la Commission de gestion du Conseil national, déposée suite à son rapport sur les activités du Conseil fédéral et de l'administration en matière d'information lors de situations extraordinaires (FF 1997 III 1451).

Cette fois, Arnold Koller a renoncé à résister. Et il a décidé de convaincre ses collègues. Les indiscretions, la nécessité de raffermir la confiance du peuple dans ses autorités, mais aussi l'évolution en Europe (voir ci-dessous p. 13) expliquent ce changement historique. La Commission de gestion réclamait un projet d'ici la fin de 1998. C'est le seul point où le Conseil fédéral refuse de se lier. Mais une procédure de consultation est annoncée pour l'an prochain. ■

Schiefer Gesamteindruck

Ein Korrespondentenbericht über die Opposition gegen den geplanten Seeuferweg am Genfersee, der in zahlreichen Deutschschweizer Zeitungen erschien, war in allen Details völlig richtig. Doch der Aufbau des Artikels vermittelte den falschen Gesamteindruck, der Umweltschützer Franz Weber bekämpfe den Uferweg aus Eigennutz. Zu diesem Schluss kam der Presserat an seiner am 12. Dezember 1997 veröffentlichten Stellungnahme.

Mit der stark auf Weber ausgerichteten Choreographie des Artikels sei die Autorin das Risiko eingegangen, dass das Publikum Franz Weber und die eigentlichen Seeanstösser in den gleichen Topf warf und den bekannten Umweltschützer des Eigennutzes verdächtigte. Es sei aber auch Aufgabe der Redaktionen, die den Text abgedruckt haben, dafür zu sorgen dass nicht durch Titel, Einleitung und Illustration ein Eindruck erweckt wird, der durch den Inhalt des Artikels gar nicht gewollt war. Der Presserat kritisierte gleichzeitig die Zeitschrift «Journal Franz Weber», in der der Autorin vorgeworfen wurde, in ihrer Berichterstattung sei «praktisch jedes Wort eine Lüge». ■

Wahrung der Privatsphäre

Die Öffentlichkeit hat ein Interesse daran, davon Kenntnis zu nehmen, wenn Träger wichtiger gesellschaftlicher Funktionen Verzweiflungstaten ausüben. Doch ist auch bei Nennung von Beruf, Funktion usw. darauf Rücksicht zu nehmen, dass die Privatsphäre der Betroffenen soweit als möglich gewahrt wird. Sicherlich war es gut, auf eine Namensnennung zu verzichten. Dies gab der Presserat in einer am 9. Januar 1998 veröffentlichten Stellungnahme bekannt. In casu ging es darum, dass in zwei Medienberichten des «SonntagsBlick» über die Verhaftung von X in Genf berichtet worden ist. Dieser hatte dort zuvor mit einer Pistole zwei Personen angeschossen. ■

Medienstrafrecht

Das neue Medienstrafrecht, welches ein Zeugnisverweigerungsrecht für Medienschaffende einführt, tritt am 1. April 1998 in Kraft. ■